

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté du 28 février 2020 fixant les tarifs réglementés des huissiers de justice

NOR : ECOC2003885A

Publics concernés : huissiers de justice et destinataires des prestations effectuées par ces professionnels.

Objet : fixation des tarifs des huissiers de justice régis par le titre IV bis du livre IV du code de commerce, modification et introduction de plusieurs dispositions relatives aux remises que peuvent accorder ces professionnels et à la majoration des émoluments applicables en outre-mer.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1^{er} mars 2020. Les émoluments des prestations effectuées avant le 1^{er} mai 2020, ou dont la réalisation a donné lieu, avant le 1^{er} mars 2020, au versement par le client d'un acompte ou d'une provision, ou à l'engagement par l'un des huissiers de justice intervenant de frais ou débours, restent toutefois régis par l'ancien tarif.

Notice : premièrement, le présent arrêté fixe, en application de l'article R. 444-4 du code de commerce, l'émolument de chaque prestation figurant aux tableaux 3-1 à 3-3 de l'annexe 4-7 sous l'article R. 444-3 du code de commerce pour la période de référence comprise entre le 1^{er} mars 2020 et le 28 février 2022. Deuxièmement, il fixe le taux des majorations applicables pour les prestations effectuées en outre-mer, en application du nouvel article R. 444-12-1 du code de commerce. Troisièmement, il modifie le taux de remise de 10 % à 20 %, en application de l'article R. 444-10. Enfin, il corrige les références pour tenir compte des modifications législatives réalisées au sein de l'article L. 444-2 du code de commerce issues de l'article 20 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019.

Références : le présent arrêté, ainsi que la section 2 du chapitre 1^{er} du titre IV bis du livre IV de la partie arrêtés du code de commerce qu'il modifie peuvent être consultés sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

La garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et des finances et la ministre des outre-mer,
Vu le code de commerce, notamment ses articles L. 444-3, L. 462-2-1, R. 444-7, A. 444-10 à A. 444-52 ;
L'Autorité de la concurrence informée le 19 décembre 2019,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – En application du IV de l'article R. 444-7 du code de commerce, l'objectif de taux de résultat moyen prévu au I du même article est fixé, pour les huissiers de justice, à 31,7 %.

Art. 2. – L'article A. 444-10 du code de commerce est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Ces émoluments sont majorés de 30 % dans les îles Wallis et Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte, de 29 % dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique, de 27 % dans le département de la Guyane et de 37 % dans le département de La Réunion. » ;

2° Au cinquième alinéa, les mots : « jusqu'au 29 février 2020 » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 28 février 2022 ».

Art. 3. – Le tableau figurant à l'article A. 444-11 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 1 | Assignment | 18,09 € |
| 2 | Signification de décision de justice | 25,53 € |
| 3 | Signification des autres titres exécutoires | 25,53 € |
| 4 | Signification de requête et d'ordonnance d'injonction de payer | 25,53 € |

Art. 4. – Le tableau figurant à l'article A. 444-12 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Délai de référence | Tarif majoré |
|---|--------------------------------------|--------------------|--------------|
| 1 | Assignment | 24 heures | 89,28 € |
| 2 | Signification de décision de justice | 24 heures | 89,28 € |

Art. 5. – Le tableau figurant à l'article A. 444-13 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 5 | Dénonciation de saisie-attribution | 32,98 € |
| 6 | Signification au tiers saisi de l'acquiescement du débiteur | 27,66 € |
| 7 | Signification au tiers saisi du certificat de non-contestation | 27,66 € |
| 8 | Dénonciation au débiteur de la saisie-vente pratiquée entre les mains d'un tiers détenteur | 32,98 € |
| 9 | Dénonciation d'opposition au créancier premier saisissant et au débiteur | 24,47 € |
| 10 | Dénonciation d'opposition et sommation au créancier premier saisissant de notifier toute proposition amiable de vente | 27,66 € |
| 11 | Sommation au créancier premier saisissant de procéder aux formalités de mise en vente forcée | 20,21 € |
| 12 | Signification de la date de vente au débiteur | 20,21 € |
| 13 | Dénonciation au débiteur du procès-verbal d'indisponibilité du certificat d'immatriculation | 32,98 € |
| 14 | Dénonciation au débiteur de la saisie des droits d'associé et des valeurs mobilières, prévue à l'article R. 232-6 du code des procédures civiles d'exécution | 32,98 € |
| 15 | Signification à la société ou à la personne morale émettrice d'un certificat de non-contestation avec ordre de vente | 27,66 € |
| 16 | Signification à la société du cahier des charges | 27,66 € |
| 17 | Signification au débiteur, à la société et aux autres créanciers opposants, s'il y a lieu, de la date de vente de parts d'associé et de valeurs mobilières | 20,21 € |
| 18 | Signification au débiteur ou au créancier saisissant du procès-verbal d'expulsion, prévue aux articles R. 432-2 et R. 433-7 du code des procédures civiles d'exécution | 27,66 € |
| 19 | Dénonciation au débiteur de la saisie conservatoire des créances | 32,98 € |
| 20 | Dénonciation au tiers des actes de poursuite de la procédure | 32,98 € |
| 21 | Signification au tiers saisi de l'acte de conversion en saisie-attribution de la saisie conservatoire des créances avec demande de paiement | 27,66 € |
| 22 | Signification au débiteur de l'acte de conversion en saisie-attribution de la saisie conservatoire des créances | 27,66 € |
| 23 | Signification au tiers saisi du certificat de non-contestation et sommation de payer | 27,66 € |
| 24 | Dénonciation au débiteur du procès-verbal de saisie conservatoire de meubles entre les mains d'un tiers | 32,98 € |
| 25 | Dénonciation au tiers des actes de poursuite de la procédure | 32,98 € |
| 26 | Signification au débiteur de l'acte de conversion en saisie-vente de la saisie conservatoire de meubles avec commandement de payer | 27,66 € |
| 27 | Signification au tiers détenteur de l'acte de conversion en saisie-vente de la saisie conservatoire de meubles | 27,66 € |
| 28 | Dénonciation au créancier premier saisissant de la saisie conservatoire de meubles | 27,66 € |
| 29 | Signification à l'officier vendeur d'un acte de conversion en saisie-vente de la saisie conservatoire de meubles | 27,66 € |
| 30 | Dénonciation au débiteur de la saisie conservatoire des droits d'associé et des valeurs mobilières | 32,98 € |
| 31 | Dénonciation au tiers saisi de l'acte de conversion en saisie-vente de la saisie conservatoire des droits d'associé et des valeurs mobilières | 27,66 € |

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 32 | Dénonciation au débiteur du dépôt des bordereaux d'inscription ou de la signification du nantissement | 32,98 € |
| 33 | Signification pour purge aux créanciers inscrits | 20,21 € |
| 34 | Dénonciation au créancier inscrit de la saisie-vente d'un ou plusieurs éléments d'un fonds de commerce | 27,66 € |
| 35 | Dénonciation au créancier inscrit de la demande en résiliation de bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce | 25,53 € |
| 36 | Dénonciation à la caution du commandement de payer les loyers et sommation de payer | 25,53 € |
| 37 | Signification de mémoire | 25,53 € |
| 38 | Procès-verbal d'offres réelles | 32,98 € |
| 39 | Dénonciation au débiteur de la saisie-revendication entre les mains d'un tiers | 32,98 € |
| 40 | Signification d'une proposition de redressement | 32,98 € |

Art. 6. – Le tableau figurant à l'article A. 444-14 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 41 | Injonction de communiquer et commandement de payer | 20,21 € |
| 42 | Commandement de payer précédant la saisie-vente | 20,21€ |
| 43 | Signification du certificat de non-paiement valant commandement de payer | 26,59 € |
| 44 | Commandement de payer les loyers et les charges | 25,53 € |
| 45 | Commandement de payer les charges de copropriété | 25,53 € |
| 46 | Commandement de payer et dénonciation au débiteur de la saisie des biens placés dans un coffre-fort | 32,98 € |
| 47 | Commandement de payer et dénonciation au débiteur de l'acte de conversion en saisie-vente de la saisie conservatoire des droits d'associé et des valeurs mobilières | 27,66 € |
| 48 | Protêt | 18,08 € |
| 49 | Commandement de payer et la dénonciation au débiteur du procès-verbal d'appréhension à la demande du créancier gagiste, prévus à l'article R. 222-6 du code des procédures civiles d'exécution | 27,66 € |

Art. 7. – Le tableau figurant au 2^o de l'article A. 444-15 du même code est ainsi modifié :

| Tranches d'assiette (montant de la créance) | Taux applicable |
|---|-----------------|
| De 0 à 304 € | 5,60 % |
| De 305 € à 912 € | 2,80 % |
| De 913 € à 3040 € | 1,40 % |
| Plus de 3040 € | 0,28 % |

Art. 8. – Le tableau figurant à l'article A. 444-16 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 50 | Acte de saisie-attribution | 43,61 € |
| 51 | Acte de saisie-attribution, en cas de compte clôturé ou de solde négatif | 21,27 € |
| 52 | Acte de saisie-vente ou acte de saisie-vente transformée en réception de deniers | 37,23 € |
| 53 | Acte de saisie-vente transformée en carence | 20,21 € |

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 54 | Acte d'opposition-jonction | 36,17 € |
| 55 | Acte de saisie de récoltes sur pied | 77,36 € |
| 56 | Acte de déclaration à la préfecture | 41,49 € |
| 57 | Acte de saisie de droits d'associé et de valeurs mobilières | 37,23 € |
| 58 | Acte de saisie conservatoire sur les biens meubles corporels | 44,68 € |
| 59 | Acte de saisie conservatoire de créances | 39,36 € |
| 60 | Acte de saisie conservatoire de droits d'associé et de valeurs mobilières | 37,23 € |
| 61 | Signification à la société du nantissement des parts sociales | 22,33 € |
| 62 | Signification à la société ou à la personne morale émettrice du nantissement des valeurs mobilières | 22,33 € |
| 63 | Signification aux créanciers de l'acte de nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement | 25,53 € |
| 64 | Acte de saisie des biens placés dans un coffre-fort | 37,23 € |
| 65 | Acte de saisie-revendication de biens meubles corporels | 53,20 € |
| 66 | Acte d'appréhension, prévu à l'article R. 222-4 du code des procédures civiles d'exécution | 45,75 € |
| 67 | Acte d'immobilisation ou d'enlèvement d'un véhicule | 45,75 € |
| 68 | Acte de saisie de navire ou aéronef | 77,66 € |
| 69 | Acte de saisie-contrefaçon | 77,66 € |
| 70 | Commandement de payer valant saisie immobilière | 63,83 € |
| 71 | Commandement de payer au débiteur principal avec mention du commandement valant saisie délivré au tiers détenteur | 44,68 € |
| 72 | Dénonciation au conjoint lorsque le bien est le siège du logement de la famille et qu'il appartient en propre à l'un des époux | 39,36 € |
| 73 | Saisie des fruits | 39,36 € |
| 74 | Opposition au paiement du prix de cession d'un lot de copropriété | 39,36 € |
| 75 | Opposition au prix de vente du fonds de commerce ou de cession du droit au bail | 39,36 € |
| 76 | Opposition à partage (entre les mains d'un notaire) | 39,36 € |
| 77 | Signification au débiteur de la cession de créances et autres droits incorporels | 23,41 € |
| 78 | Signification au débiteur de la créance donnée en gage | 23,41 € |

Art. 9. – A la première phrase de l'article A. 444-18 du même code, le nombre : « 75 » est remplacé par le nombre : « 74,40 ».

Art. 10. – Le tableau figurant à l'article A. 444-19 est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 79 | Sommation de faire ou de ne pas faire | 22,34 € |
| 81 | Dénonciation au débiteur du procès-verbal d'immobilisation du véhicule avec injonction | 30,85 € |
| 82 | Commandement à la personne tenue de la remise de délivrer ou de restituer | 24,47 € |
| 83 | Sommation au tiers de remettre le bien | 31,92 € |
| 84 | Commandement à la personne tenue de la remise de délivrer ou de restituer | 31,92 € |
| 85 | Sommation au débiteur d'assister à l'ouverture du coffre-fort | 24,47 € |

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|---|-----------|
| 86 | Commandement de quitter les lieux | 26,60 € |
| 87 | Sommation aux créanciers opposants de prendre communication du cahier des charges | 26,60 € |
| 88 | Assignment du débiteur saisi à comparaître devant le juge de l'exécution à une audience d'orientation | 26,60 € |
| 89 | Dénonciation aux créanciers inscrits valant assignation à comparaître | 26,60 € |
| 90 | Sommation de prendre communication du cahier des charges | 26,60 € |
| 91 | Sommation de prendre parti | 31,92 € |
| 92 | Mise en demeure du locataire d'avoir à justifier qu'il occupe le logement | |
| | a) par acte séparé | 53,20 € |
| | b) contenu dans un commandement | 21,28 € |

Art. 11. – Le tableau figurant à l'article A. 444-20 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Délai de référence | Tarif majoré |
|---|---|--------------------|--------------|
| 88 | Assignment du débiteur saisi à comparaître devant le juge de l'exécution à une audience d'orientation | 24 heures | 89,28 € |
| 89 | Dénonciation aux créanciers inscrits valant assignation à comparaître | 24 heures | 89,28 € |
| 90 | Sommation de prendre communication du cahier des charges | 24 heures | 89,28 € |
| 91 | Sommation de prendre parti | 24 heures | 89,28 € |

Art. 12. – Le tableau figurant à l'article A. 444-21 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 93 | Certification d'accomplissement des formalités de publicité de vente | 37,23 € |
| 94 | Acte de vérification et d'enlèvement | 56,38 € |
| 95 | Acte d'inventaire et d'enlèvement des biens placés dans un coffre-fort | 56,38 € |
| 96 | Procès-verbal d'apposition d'avis | 45,75 € |
| 97 | Procès-verbal d'inventaire | 56,38 € |

Art. 13. – Le tableau figurant à l'article A. 444-23 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 98 | Acte de tentative d'exécution, notamment en l'absence de l'occupant du local ou si ce dernier en refuse l'accès | 20,22 € |
| 99 | Acte attestant la découverte de la nouvelle adresse du destinataire hors du ressort de compétence de l'huissier de justice | 20,22 € |
| 100 | Acte constatant une difficulté d'exécution, notamment en cas d'appel interjeté par le débiteur | 20,22 € |
| 101 | Acte constatant une suspension d'exécution ou une recherche infructueuse | 14,89 € |

Art. 14. – Le tableau figurant à l'article A. 444-24 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|---|-----------|
| 102 | Mainlevée quittance au tiers saisi | 20,22 € |
| 103 | Mainlevée de saisie-vente et la mainlevée d'opposition-jonction | 18,08 € |
| 104 | Acte de consignation et mainlevée totale ou partielle de saisie-vente, après la vente amiable par le débiteur | 37,24 € |
| 105 | Procès-verbal de consignation (offres réelles) | 32,98 € |
| 106 | Procès-verbal d'expulsion ou reprise des lieux | 152,14 € |
| 107 | Procès-verbal de consignation (expulsion) | 37,24 € |
| 108 | Procès-verbal de destruction | 24,47 € |
| 109 | Congés et demandes de renouvellement de bail commercial, prévus aux articles L. 145-9 et L. 145-10 | 45,75 € |
| 110 | Congés et offres de renouvellement de bail rural | 77,66 € |
| 111 | Constatation de l'abandon du local d'habitation avec inventaire des meubles laissés sur place | 56,39 € |

Art. 15. – Le tableau figurant à l'article A. 444-25 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Délai de référence | Tarif majoré |
|---|--|--------------------|--------------|
| 109 | Congés et demandes de renouvellement de bail commercial, prévus aux articles L. 145-9 et L. 145-10 | 24 heures | 89,28 € |
| 110 | Congés et offres de renouvellement de bail rural | 24 heures | 89,28 € |

Art. 16. – Le tableau figurant à l'article A. 444-27 du même code est ainsi modifié :

| Superficie du bien locatif | Emolument |
|--|-----------|
| Inférieure ou égale à 50 m ² | 109,58 € |
| Supérieure à 50 m ² et inférieure ou égale à 150 m ² | 127,67 € |
| Supérieur à 150 m ² | 191,51 € |

Art. 17. – Le tableau figurant à l'article A. 444-28 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 113 | Délivrance du titre exécutoire par l'huissier dans le cadre de la procédure prévue à l'article 1244-4 du code civil. | 24,80 € |
| 114 | Procès-verbal de description des lieux (saisie immobilière) | 109,58 € |
| 115 | Opposition à mariage | 32,98 € |
| 116 | Signification en provenance d'un autre État | 48,36 € |
| 117 | Transmission de la demande de signification ou de notification dans un autre État étranger | 35,11 € |
| 118 | Procès-verbal d'apposition des scellés sans diligences particulières | 109,58 € |
| 119 | Procès-verbal d'apposition des scellés donnant lieu à des diligences particulières | 142,57 € |
| 120 | Procès-verbal de carence, prévu au deuxième alinéa de l'article 1304 du code de procédure civile | 32,98 € |
| 121 | Sommation d'assister aux opérations de levée des scellés | 24,47 € |
| 122 | Acte d'inventaire lors de la levée des scellés | 56,39 € |
| 123 | Procès-verbal de levée des scellés | 109,58 € |

| Numéro de la prestation (tableau 3-1 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|---|-----------|
| 124 | État descriptif | 63,84 € |
| 125 | État descriptif avec diligences particulières | 96,82 € |
| 126 | Procès-verbal de déplacement des scellés | 32,98 € |

Art. 18. – Le tableau figurant à l'article A. 444-30 du même code est ainsi modifié :

| Total le plus élevé des sommes inscrites comme dépenses ou ressources dans le compte de l'année | Emolument |
|---|-----------|
| Inférieure ou égale à 25 000 € | 85,11 € |
| Supérieure à 25 000 € et inférieure ou égale à 40 000 € | 106,39 € |
| Supérieure à 40 000 € et inférieure ou égale à 70 000 € | 127,67 € |
| Supérieur à 70 000 € | 170,23 € |

Art. 19. – L'article A. 444-31 du même code est ainsi modifié :

1° Au 1°, le nombre « 4,29 » est remplacé par le nombre « 4,25 » ;

2° Le tableau figurant au 2° est ainsi modifié :

| Tranches d'assiette | Taux applicable |
|---------------------|-----------------|
| De 0 à 125 € | 9,67 % |
| De 125 € à 610 € | 6,29 % |
| De 610 € à 1525 € | 3,38 % |
| Plus de 1525 € | 0,29 % |

Art. 20. – L'article A. 444-32 du même code est ainsi modifié :

1° Au 1°, le nombre « 21,45 » : est remplacé par le nombre : « 21,28 » ;

2° Le tableau figurant au 2° est ainsi modifié :

| Tranches d'assiette | Taux applicable |
|----------------------|-----------------|
| De 0 à 125 € | 11,61 % |
| De 125 € à 610 € | 10,64 % |
| De 610 € à 1525 € | 10,16 % |
| De 1525 € à 52 400 € | 3,87 % |
| Plus de 52 400 € | 2,98 % |

Art. 21. – A l'article A. 444-33 du même code, le nombre : « 15,02 » est remplacé par le nombre : « 14,90 ».

Art. 22. – Le tableau figurant à l'article A. 444-34 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-2 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|---|-----------|
| 131 | Signification 503 cpc – rappel de l'art. 797 cpc | 25,53 € |
| 132 | Signification ordonnance rendue sur requête – art 167 loi 1 ^{er} juin 1924 (et 950 cpc) | 25,53 € |
| 133 | Signification d'une ordonnance de taxe | 25,53 € |
| 134 | Signification d'une décision rendue par le Tribunal d'Instance en matière de Droit Local (pouvoir immédiat) | 25,53 € |

Art. 23. – Le tableau figurant à l'article A. 444-36 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-2 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 135 | Mise en demeure de régulariser la vente | 20,21 € |
| 137 | Commandement de payer avant exécution forcée immobilière | 63,84 € |
| 141 | Signification du cahier des charges | 26,60 € |

Art. 24. – Le tableau figurant à l'article A. 444-39 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-2 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 143 | Sommation de payer ou de délaisser – art 142 loi du 1/06/1924 | 20,21 € |
| 144 | Signification d'un PV de débats – art 147 loi du 1/06/1924 | 25,53 € |
| 145 | Convocation – art 147 loi du 1/06/1924 | 25,53 € |
| 146 | Convocation art 225 loi du 1/06/1924 | 25,53 € |
| 149 | Sommation au Tiers Détenteur (Art. 142 Loi du 1 ^{er} juin 1924) | 20,21 € |

Art. 25. – Le tableau figurant à l'article A. 444-43 du même code est ainsi modifié :

| Numéro de la prestation (tableau 3-3 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 151 | Requête aux fins de recherche des informations. | 21,28 € |
| 152 | Copie des pièces accompagnant le bordereau annexé à l'assignation, par tranche de 100 feuilles | 21,28 € |
| 153 | Requête au greffe aux fins de saisie des rémunérations ou en intervention | 29,79 € |
| 154 | Notification à l'employeur d'un acte de saisie des rémunérations lorsque le courrier revient non réclamé au tribunal | 25,53 € |
| 155 | Requête au secrétariat-greffe du juge de l'exécution aux fins de délivrance d'un certificat de non-contestation (saisie-attribution) | 21,28 € |
| 156 | Établissement du certificat de non-contestation par l'huissier de justice qui a procédé à la saisie-attribution | 21,28 € |
| 157 | Dénonciation de la saisine du juge de l'exécution à l'huissier de justice en matière de contestation de saisie-attribution | 14,90 € |
| 158 | Saisine du juge de l'exécution sur la difficulté d'exécution | 21,28 € |
| 159 | Information aux parties de la difficulté d'exécution et des lieux, jour et heure de l'audience, prévue à l'article R. 151-3 du code des procédures civiles d'exécution | 21,28 € |
| 160 | Réquisition du concours de la force publique au préfet | 29,79 € |
| 161 | Notification au procureur et au créancier du refus du concours de la force publique | 21,28 € |
| 162 | Requête au juge de l'exécution aux fins d'autorisation de saisie-vente | 21,28 € |
| 163 | Requête au juge de l'exécution aux fins de désignation d'un séquestre | 14,90 € |
| 164 | Communication au créancier saisissant et aux créanciers opposants des propositions de vente amiable | 21,28 € |
| 165 | Information des lieux, jour et heure de la vente | 14,90 € |
| 166 | Notification à la personne tenue de délivrer ou de restituer le bien de l'acte de la remise volontaire ou de l'appréhension du bien | 10,64 € |
| 167 | Notification à la personne tenue de délivrer ou de restituer le bien de la sommation de remettre | 14,90 € |
| 168 | Requête au juge de l'exécution aux fins d'une autorisation spéciale d'appréhension dans les locaux servant à l'habitation du tiers | 21,28 € |
| 169 | Notification au tiers de l'acte de saisie-appréhension | 14,90 € |

| Numéro de la prestation (tableau 3-3 de l'article annexe 4-7) | Désignation de la prestation | Emolument |
|---|--|-----------|
| 170 | Requête au juge de l'exécution aux fins d'injonction d'avoir à délivrer ou restituer un bien meuble | 21,28 € |
| 171 | Requête au juge de l'exécution aux fins de saisie-revendication | 21,28 € |
| 172 | Mainlevée au préfet de la saisie par déclaration à la préfecture | 14,90 € |
| 173 | Lettre au débiteur l'informant de l'immobilisation de son véhicule | 21,28 € |
| 174 | Information au créancier gagiste des propositions de vente amiable ou de la mise en vente aux enchères du véhicule | 21,28 € |
| 175 | Requête au secrétariat-greffe du juge de l'exécution d'un certificat de non-contestation | 21,28 € |
| 176 | Rédaction du cahier des charges en matière de saisie des droits d'associé et des valeurs mobilières non admises à la cote officielle ou à celle du second marché | 63,84 € |
| 177 | Notification à la société d'une copie du cahier des charges | 14,90 € |
| 178 | Notification au représentant de l'État de l'assignation aux fins de constat de la résiliation | 29,79 € |
| 179 | Information au représentant de l'État du commandement d'avoir à quitter les lieux | 29,79 € |
| 180 | Notification à la personne expulsée de la consignation du produit de la vente | 10,64 € |
| 181 | Notification à la personne expulsée de la mise sous enveloppe scellée des papiers et documents de nature personnelle | 10,64 € |
| 182 | Notification du procès-verbal d'expulsion au percepteur. | 21,28 € |
| 183 | Requête aux fins de pratiquer une mesure conservatoire | 53,20 € |
| 184 | Projet de répartition du prix en matière de distribution de deniers | 53,20 € |
| 185 | Notification du projet de répartition amiable au débiteur et à chacun des créanciers | 21,28 € |
| 186 | Convocation du débiteur et de tous les créanciers et dressant les points de désaccord | 10,64 € |
| 187 | Acte constatant le désaccord des créanciers et dressant les points de désaccord | 34,05 € |
| 188 | Requête aux fins d'injonction de payer ou de faire | 21,28 € |
| 189 | Rédaction du bordereau en vue de la publication du commandement | 42,56 € |
| 190 | Mention en marge au bureau des hypothèques | 42,56 € |
| 191 | Levée d'extraits de la matrice cadastrale | 14,90 € |
| 192 | Levée d'états des renseignements sommaires et des inscriptions d'hypothèques | 14,90 € |
| 193 | Levée d'états au greffe du tribunal de commerce | 10,64 € |
| 194 | Levée d'états auprès des services d'immatriculation des véhicules | 17,02 € |
| 195 | Réquisitions d'état civil | 10,64 € |
| 196 | Appels de cause | 1,06 € |
| 197 | Actes du palais | 1,06 € |
| 198 | Lettres de convocation des parties à l'état des lieux « locatif » (loi du 6 juillet 1989) | 14,90 € |
| 199 | Demande de paiement direct | 34,05 € |
| 200 | Demande de paiement direct faute d'accord entre les parties | 14,90 € |
| 201 | Notification de la modification ou de la mainlevée de la demande | 14,90 € |
| 202 | Inventaire en cas de succession vacante | 53,20 € |
| 203 | Délivrance d'une copie de l'inventaire dressé en cas de succession vacante | 21,28 € |

Art. 26. – L'article A. 444-44 du même code est ainsi modifié :

1° A l'alinéa premier, le nombre : « 6,42 » est remplacé par le nombre : « 6,37 » ;

2° Au troisième alinéa, le nombre : « 33 » est remplacé par le nombre : « 32,74 ».

Art. 27. – A l'article A. 444-45 du même code, le nombre : « 10 » est remplacé par le nombre « 9,92 ».

Art. 28. – L'article A. 444-52 du même code est ainsi modifié :

1° Dans la première phrase, les mots : « au cinquième alinéa » sont remplacés par les mots : « à la première phrase du sixième alinéa » ;

2° Au 1°, le taux : « 10% » est remplacé par le taux : « 20 % » ;

3° Au 2°, le taux : « 10% » est remplacé par le taux : « 20 % ».

Art. 29. – 1° Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2020.

2° Toutefois, les émoluments des prestations effectuées avant le 1^{er} mai 2020, ou dont la réalisation a donné lieu, avant le 1^{er} mars 2020, au versement par le client d'un acompte ou d'une provision, ou à l'engagement par l'un des huissiers de justice intervenant de frais ou débours restent toutefois régis par l'ancien tarif.

Art. 30. – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à Wallis-et-Futuna.

Art. 31. – Le directeur des affaires civiles et du sceau et la directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 28 février 2020.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*
BRUNO LE MAIRE

*La garde des sceaux,
ministre de la justice,*
NICOLE BELLOUBET

La ministre des outre-mer,
ANNICK GIRARDIN



TARIFS 2021

CONSTATS :

Taux horaire de 300 euros HT

S'ajoutent à l'émolument final un droit SCT 7.67 euros HT + TVA 20%

ETATS DES LIEUX DIT LOCATIFS :

| | |
|---|-----------------------------|
| Superficie < à 50 m ² | Emolument HT : 109.58 euros |
| Superficie entre 50 et 150 m ² | Emolument HT : 127.67 euros |
| Superficie > à 150 m ² | Emolument HT : 191.51 euros |

S'ajoutent à l'émolument un droit SCT de 7.67 euros HT + TVA 20%

SOMMATIONS INTEPRELLATIVES :

Emolument hors taxe 200 euros HT hors urgence

S'ajoutent à l'émolument un droit SCT de 7.67 euros HT + TVA 20%

CONSULTATIONS JURIDIQUES :

A l'office : taux horaire de 250 euros HT – TVA 20% - 300 euros TTC

Par téléphone : offert

ACTES DONT LE TARIF EST REGLEMENTE :

Le tarif des actes réglementés est librement accessible depuis la source d'information légale officielle LEGIFRANCE disponible à l'adresse <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000041663389>

Diffusion et impression sur demande pour nos mandants et débiteurs.